



ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

Justificatif de parution sur lyoncapitale.fr

Téléchargé le 19 / 04 / 2026 à 13:11

Date de publication : mercredi 24 mai 2023 à 07:19

Type : Constitution SAS

Localisation : 69 - Rhône

Support de parution : LyonCapitale.fr

Par ASSP en date du 24/05/2023, il a été constitué une SAS dénommée :

MEDELINE

Siège social : 79 chemin des écoliers 69620 LÉGNY

Capital : 1000 € **Objet social :** La création, la

fabrication, le design, la vente sur tout support, la

distribution et la commercialisation de tous articles et

produits marchands non réglementés dont des objets

de souvenir et de décorations. La prestation de toute

activité d'apporteur d'affaires, d'intermédiaire et de

gestion des affaires auprès de toute entreprise quel

que soit leur domaine d'intervention, des particuliers

ainsi que de tout organisme public. » Et, d'une façon

générale, toutes opérations commerciales,

industrielles, mobilières ou financières se rapportant

directement ou indirectement ou pouvant être utiles

à cet objet social ou susceptibles d'en faciliter la

réalisation ou son développement. La Société peut

prendre toutes participations et tous intérêts dans

toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de

nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit

seule, soit en association, participation, groupement

ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés

et réaliser sous quelle que forme que ce soit les

opérations entrant dans son objet social. **Président :**

M DENIS Nicolas demeurant 79 chemin des écoliers

69620 LÉGNY élu pour une durée illimitée **Cluses**

d'agrément : Agrément des cessions La cession de

titres de capital et de valeurs mobilières donnant

accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé

est soumise à l'agrément préalable de la collectivité

des associés. Le cédant doit notifier par lettre

recommandée avec demande d'avis de réception une

demande d'agrément au Président de la Société en

indiquant les nom, prénoms et adresse du

cessionnaire, le nombre des titres de capital ou

valeurs mobilières donnant accès au capital dont la

cession est envisagée et le prix offert. Cette

demande d'agrément est transmise par le Président aux associés. L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés présents ou représentés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil. Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital. Si à l'expiration du délai de trois mois l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées. La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés. Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de VILLEFRANCHE-TARARE.

Vous pouvez consulter l'annonce à l'adresse suivante :

<https://annonces-legales.lyoncapitale.fr/annonce/c7e82778-0bea-485c-b293-e4be5b7abca3>

S.A.S. au capital de 1 000 000 € - 489 069 856 RCS Nanterre
Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex